

APPELS D'OFFRES PUBLICS

La Lettre M² sélectionne pour vous chaque mois les appels d'offres publics, en cours et à venir, à ne pas manquer.

PRESTIGE

PARIS 7 : HÔTEL DE SEIGNELAY 2.610 m²

Adresse : 80 rue de Lille, Paris 7.

Actif : hôtel de Seignelay de 2.610 m².

Occupant : Secrétariat général des ministères économiques et financiers.

PARIS 7, BD SAINT-GERMAIN : 28.000 m²

Ensemble d'exception de 28.000 m².

Adresse : 231 bd Saint-Germain, Paris 7.

Date limite de l'appel d'offres : 22/01/2019 à 15 h.

BORDEAUX (33) : HÔTEL PARTICULIER 2.500 m²

Actif : manoir du XIX^{ème} siècle de 2.500 m², quatre niveaux, dépendances.

Caserne « Foix-Lescun » désaffectée.

Adresse : 31 avenue Mirande/44 rue Pasteur, Bordeaux.

Occupant : Ministère de la Défense.

Mise à prix : 2,5 M€. Cautionnement pour enchérir : 500 K€.

Nouvelle procédure de vente à venir.

METZ (57) : HÔTEL PONCELET, HYPER-CENTRE

Actif : ancien hôtel du XVIII^{ème} siècle, jardin d'agrément, logements.

Adresse : 13 rue du Juge Pierre Michel, Metz (57).

Occupant : Ministère des Armées.

Mise à prix : 440 K€. Cautionnement pour enchérir : 40 K€.

Montant minimal des enchères : 3 K€. Report de l'adjudication, nouvelle date à venir.

COMPIEGNE (60) : ENSEMBLE EXCEPTIONNEL

Domaine de Saint-Laurent : terrain à fort potentiel de 11.000 m² sur lequel sont implantés plusieurs bâtiments à rénover.

Adresse : Chemin Saint-Laurent, Domaine Saint-Laurent, Route de la Boissière, Ariane (34).

Occupant : Ministère de la Justice.

Année prévisionnelle de cession : 2020.

www.economie.gouv.fr/cessions



BUREAUX

ROCHEFORT (17) : 1.000 m²

Adresse : 93 rue de la République, Rochefort.

Actif : ensemble de 1.000 m² de bureaux, deux logements.

Occupant : Ministère des Finances et des Comptes Publics.

Année prévisionnelle de cession : 2019.

METZ (57) : ENSEMBLE 2.265 m²

Actif : immeuble de bureaux de 2.265 m² construit en 1969, quatre niveaux avec ascenseur, deux cages d'escalier, toiture-terrasse.

Adresse : 10 rue Périgot, Metz (57).

Occupant : Ministère de la Transition énergétique et solaire.

Année prévisionnelle de cession : 2020.

Nouvelle procédure de vente à venir.

CORBEIL-ESSONNES (91) : 1.790 m²

Actif : immeuble de bureaux de 1.792 m², trois niveaux, grand sous-sol et garage extérieur. Construit en 1923.

Adresse : 7 rue Féray, Corbeil-Essonnes (91).

Occupant : Ministère de l'Action et des Comptes Publics.

Parcelle : AL218, 1.724 m².

Nouvelle procédure de vente à venir.

BEAUVAIS (60) : 2.720 m² EN CENTRE-VILLE

Actif : ancien hôtel particulier 1850 et dépendance 1977, immeubles à usage actuel de bureaux.

Maison de caractère de 1.140 m² et bâtiment de bureaux de 1.156 m² sur un terrain de 2.720 m².

Adresse : 29 boulevard Amyot d'Inville, Beauvais (60).

Occupant : Service des Domaines.

Année prévisionnelle de cession : 2019. Nouvelle procédure de vente à venir.

BEAUVAIS (60) : 2.720 m² EN CENTRE-VILLE

Actif : ancien hôtel particulier 1850 et dépendance 1977, immeubles à usage actuel de bureaux.

Maison de caractère de 1.140 m² et bâtiment de bureaux de 1.156 m² sur un terrain de 2.720 m².

Adresse : 29 boulevard Amyot d'Inville, Beauvais (60).

Occupant : Service des Domaines.

Année prévisionnelle de cession : 2019. Nouvelle procédure de vente à venir.

TERRAIN ET LOGEMENTS

ANIANE (34) : DOMAINE DE SAINT-LAURENT

Domaine de Saint-Laurent : terrain à fort potentiel de 11.000 m² sur lequel sont implantés plusieurs bâtiments à rénover : salle d'activités, bâtisse ancienne, bâtiment sanitaire, ancien bâtiment d'herbergement, bâtiment désaffecté, bassin.

Adresse : Chemin Saint-Laurent, Domaine Saint-Laurent, Route de la Boissière, Aniane (34).

Occupant : Ministère de la Justice.

Année prévisionnelle de cession : 2020.

Nouvelle procédure de vente à venir.

www.economie.gouv.fr/cessions



1) L'utilisation des données de cette rubrique est réalisée sous la seule responsabilité de l'utilisateur.

2) La responsabilité de l'Editeur ne pourra en aucun cas être recherchée dans l'hypothèse d'un quelconque préjudice ou dommage direct ou indirect tels que notamment perte d'un marché, préjudice commercial, perte de chiffres d'affaires ou de clientèle, résultant d'une quelconque inexactitude ou erreur d'indexation des données figurant dans la rubrique, malgré tout besoin apporté par l'Editeur à la recherche et à la retranscription de ces données.